

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 01/02/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières & Matériaux du Sud-Est

RN 112
lieu-dit Bégot
34220 ST PONS DE THOMIERES

Références : UD34/H3/2022/MJ/209
Code AIOT : 0006601246

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2022 dans l'établissement Carrières & Matériaux du Sud-Est implanté RN 112 lieu-dit Bégot 34220 ST PONS DE THOMIERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été menée de manière inopinée. Elle a porté sur la réduction des émissions de poussières, thématique retenue par l'inspection de l'environnement au regard des dernières inspections réalisées sur ce site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières & Matériaux du Sud-Est
- RN 112 lieu-dit Bégot 34220 ST PONS DE THOMIERES
- Code AIOT : 0006601246
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMSE exploite sur la carrière de Saint Pons de Thomières deux gisements, l'un de matériaux calcaires, l'autre de quartzite.
L'exploitation de cette carrière est autorisée jusqu'en 2043 avec une production annuelle de 1,2 millions de tonnes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- émissions de poussières liées au trafic routier
- conditions de stockage et de remplissage de la cuve de GNR

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- avec suites administratives :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- sans suite administrative.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Poussières	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 8.1.1.	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 8.2	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 8.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'inspecteur ont une gravité très modérée, voire nulle pour certains.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 8.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8.1.1 : [...] Les eaux nécessaires à l'arrosage des pistes, des aires de circulation, à l'abattage des poussières des installations de traitement de matériaux et à l'alimentation en eau de la centrale à béton sont pompées dans le bassin de décantation des eaux pluviales situé au niveau bas de la carrière [...]
Constats : Les eaux utilisées pour l'abattage des poussières des installations de traitement sont prélevées dans le réseau public, les eaux du bassin étant de par leur caractéristique, à l'origine de colmatage dans le réseau d'alimentation des installations de traitement de matériaux. Cette modification dans les conditions d'alimentation et d'usage de l'eau, n'a pas été portée, lors de sa mise en service, à la connaissance du préfet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 8.3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8.3 : [...] Les pistes permanentes d'accès aux diverses activités font l'objet en tant que de besoin, de nettoyages fréquents destinés à éviter l'envol de poussières lors du passage des véhicules, notamment par temps sec et venté [...]
Constats : Pour limiter les émissions de poussières dues aux passages des engins sur les pistes, l'exploitant a prévu l'arrosage régulier de ces pistes. Le matériel utilisé pour ces opérations d'arrosage a été présenté à l'inspecteur de l'environnement; ce matériel est opérationnel et disponible toute l'année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 8.2 : [...] L'exploitant doit disposer de moyens d'intervention immédiate afin de maîtriser au plus tôt tout épanchement ou fuite de produit polluant notamment en cas de fuite sur un réservoir d'engin de chantier. Les zones et matériaux éventuellement souillés sont éliminés comme déchets dangereux conformément aux dispositions du présent arrêté. Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de ces moyens.
Constats : La cuve de stockage de GNR (gazole non routier) dispose d'une aire étanche de dépotage associée à un séparateur à hydrocarbures. Après discussion avec l'inspecteur de l'environnement, l'exploitant a prévu d'installer une réserve de sable au niveau du branchement "flexible".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours